

conséquences, survenu dans le cadre d'un projet-pilote ou de non-respect des dispositions du présent arrêté, le ministre ou le fonctionnaire délégué peut retirer l'autorisation précitée.

Art. 4. Par dérogation aux articles 46 et 82.4.2 du règlement visé à l'article 1, 1^o du présent arrêté, une remorque plus large pour bicyclette ne peut dépasser la largeur d'1m20 pour pouvoir être mise en circulation conformément aux dispositions du présent arrêté.

Art. 5. § 1^{er} En vue de l'octroi de l'autorisation mentionnée à l'article 3, l'entreprise adresse une demande au fonctionnaire délégué.

La demande mentionne obligatoirement les informations suivantes :

- a) les données d'identification de l'entreprise, y compris son numéro d'entreprise;
- b) les prescriptions techniques de la remorque utilisée par l'entreprise.

§ 2. Le demandeur est tenu de fournir toutes les informations nécessaires pour l'instruction du dossier au fonctionnaire délégué. Celui-ci doit pouvoir examiner les remorques plus larges pour bicyclettes et procéder à toutes les vérifications nécessaires.

Art. 6. L'entreprise titulaire de l'autorisation mentionnée à l'article 3 est tenue de répondre à toute demande d'information qui lui est adressée par le fonctionnaire délégué concernant les projets pilotes.

Art. 7. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} mai 2019 et cesse d'être en vigueur le 1^{er} mai 2023. A cette dernière date, les autorisations délivrées ne sont plus valables.

Art. 8. Le ministre qui a la Mobilité dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 25 avril 2019.

Pour le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargé des Pouvoirs locaux, du Développement territorial, de la Politique de la Ville, des Monuments et Sites, des Affaires étudiantes, du Tourisme, de la Fonction publique, de la Recherche scientifique et de la Propreté publique,

R. VERVOORT

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de la Mobilité et des Travaux publics,

P. SMET

de bepalingen van dit besluit, kan de minister of de afgevaardigd ambtenaar de voormelde vergunning intrekken.

Art. 4. In afwijking van de artikels 46 en 82.4.2 van het reglement bedoeld in artikel 1, 1^o van dit besluit, mag een bredere aanhangwagen voor fietsen niet breder zijn dan 1,20 m om in het verkeer te kunnen worden gebracht in overeenstemming met de bepalingen van dit besluit.

Art. 5. § 1. Met het oog op de toekenning van de in artikel 3 vermelde vergunning richt de onderneming een aanvraag tot de afgevaardigd ambtenaar.

De aanvraag bevat verplicht de volgende informatie :

- a) de identificatiegegevens van de onderneming, inclusief het ondernemingsnummer;
- b) de technische voorschriften van de door de onderneming gebruikte aanhangwagens.

§ 2. De aanvrager moet de afgevaardigd ambtenaar alle informatie bezorgen die noodzakelijk is voor een onderzoek van het dossier. De ambtenaar moet de mogelijkheid krijgen om de bredere aanhangwagens voor fietsen te onderzoeken en alle noodzakelijke controles te verrichten.

Art. 6. De onderneming die houder is van de vergunning vermeld in artikel 3, dient elk verzoek om informatie die de gemachtigd ambtenaar tot hem richt met betrekking tot de proefprojecten, te beantwoorden.

Art. 7. Dit besluit treedt in werking op 1 mei 2019 en treedt buiten werking op 1 mei 2023. Op die laatste datum zijn de afgeleverde vergunningen niet langer geldig.

Art. 8. De minister bevoegd voor Mobiliteit wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 25 april 2019.

Voor de Brusselse Hoofdstedelijke Regering :

De minister-president van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering belast met Plaatselijke Besturen, Territoriale Ontwikkeling, Stedelijk Beleid, Monumenten en Landschappen, Studentenaangelegenheden, Toerisme, Openbaar Ambt, Wetenschappelijk Onderzoek en Openbare Netheid,

R. VERVOORT

De minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering belast met Mobiliteit en Openbare Werken,

P. SMET

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2019/41120]

25 AVRIL 2019. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif à la mise en œuvre de la procédure de consultation transfrontière applicable au plan régional de développement, au plan régional d'affectation du sol, aux plans d'aménagement directeurs et aux règlements régionaux d'urbanisme

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'article 39 de la Constitution;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, notamment ses articles 6, § 1^{er}, I, 1^o, et 20;

Vu la loi spéciale relative aux institutions bruxelloises du 12 janvier 1989, notamment son article 8;

Vu le Code bruxellois de l'aménagement du territoire (CoBAT), ses articles 18, § 6, 25, § 6, 30/5, § 3 et 89/3, § 3, tels que modifiés par l'ordonnance du 30 novembre 2017 réformant le Code bruxellois de l'aménagement du territoire et l'ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement et modifiant certaines législations connexes;

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2019/41120]

25 APRIL 2019. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering met betrekking tot de grensoverschrijdende raadplegingsprocedure van toepassing op het gewestelijk ontwikkelingsplan, het gewestelijk bestemmingsplan, de richtplannen van aanleg en de gewestelijke stedenbouwkundige verordeningen

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op artikel 39 van de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 6, § 1, I, 1^o en op artikel 20;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse Instellingen, inzonderheid op artikel 8;

Gelet op het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening (BWRO), artikel 18, § 6, artikel 26, § 6, artikel 30/5, § 3 en artikel 89/3, § 3, zoals gewijzigd door de ordonnantie van 30 november 2017 tot hervorming van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening en van de ordonnantie van 5 juni 1997 betreffende de milieuvergunningen en tot wijziging van aanverwante wetgevingen;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 décembre 2010 relatif à la mise en œuvre des articles 18, § 6 et 25, § 6, du Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire;

Vu le rapport d'évaluation sur l'égalité des chances, appelé « test d'égalité des chances », requis par l'article 2, § 1^{er}, de l'ordonnance du 4 octobre 2018 tendant à l'introduction du test d'égalité des chances et par l'article 1^{er}, § 1^{er}, de l'arrêté du 22 novembre 2018 portant exécution de cette ordonnance, dont le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale a pris connaissance en date du 25 avril 2019;

Vu l'avis N° 2019-03-27/04 du Conseil de l'Environnement pour la région de Bruxelles-Capitale donné le 27 mars 2019 en application de l'article 4, § 2, de l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 15 mars 1990 réglant l'institution, la composition et le fonctionnement du Conseil de l'Environnement pour la Région de Bruxelles-Capitale;

Considérant que, le présent arrêté n'ayant pas d'incidences notables sur le développement de la Région au sens de l'article 7 du Code bruxellois de l'aménagement du territoire, son projet n'a pas été soumis à l'avis de la Commission régionale de développement; que le présent arrêté se limite en effet à actualiser l'arrêté du 16 décembre 2010 au vu des modifications apportées au Code bruxellois de l'aménagement du territoire par l'ordonnance du 30 novembre 2017;

Vu la demande d'avis, dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'Etat le 7 mars 2019 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Sur la proposition du Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé du Développement territorial;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté transpose partiellement la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement.

Art. 2. L'intitulé de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 décembre 2010 relatif à la mise en œuvre des articles 18, § 6, et 25, § 6, du Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire est remplacé par ce qui suit :

« Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif à la mise en œuvre de la procédure de consultation transfrontière applicable au plan régional de développement, au plan régional d'affectation du sol, aux plans d'aménagement directeurs et aux règlements régionaux d'urbanisme ».

Art. 3. Dans l'article 2 de l'arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1^{er} est modifié comme suit :

a) les termes « par les articles 18, § 4 et 25, § 4 » sont remplacés par les termes « par les articles 18, § 4, 25, § 4, 30/5, § 1^{er}, ou 89/3, § 1^{er} »;

b) Les mots « tel que modifié par l'ordonnance du 14 mai 2009 » sont supprimés;

c) les mots « Bruxelles Urbanisme et Patrimoine » sont remplacés par « l'administration visée à l'article 5 »;

d) les termes « aux articles 18, § 6 et 25, § 6 » sont remplacés par les termes « aux articles 18, § 6, 25, § 6, 30/5, § 3, ou 89/3, § 3 »;

2° à l'alinéa 2, les mots « l'Administration » sont remplacés par « l'administration visée à l'article 5 ».

Art. 4. Dans l'article 3 de l'arrêté, l'alinéa 1^{er} est remplacé comme suit :

« L'Administration visée à l'article 5 transmet aux autorités compétentes de la Région ou de l'Etat concerné les réclamations et observations issues de l'enquête, ainsi que les avis visés :

- 1° aux articles 18, § 4, alinéa 2, 25, § 4, alinéa 2, ou 30/5, § 1^{er}, alinéa 2, du même Code, dans les 30 jours de la clôture de l'enquête publique;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 december 2010 betreffende de toepassing van artikelen 18, § 6 en 25, § 6 van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening;

Gelet op het evaluatieverslag over de gelijkheid van kansen, de 'gelijkekansentest' genaamd, die vereist wordt door artikel 2, § 1 van de ordonnantie van 4 oktober 2018 tot invoering van de gelijkekansentest, en door artikel 1, § 1 van het besluit van 22 november 2018 tot uitvoering van deze ordonnantie, waarvan de Brusselse Hoofdstedelijke Regering kennis genomen heeft op 25 april 2019;

Gelet op advies N° 2019-03-27/04 van de Raad voor het Leefmilieu voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest uitgebracht op 27 maart 2019 in toepassing van artikel 4, § 2 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve van 15 maart 1990 houdende de regeling van de oprichting, de samenstelling en de werking van de Raad voor het Leefmilieu voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Overwegende dat aangezien dit besluit geen aanzienlijke impact heeft op de ontwikkeling van het Gewest in de zin van artikel 7 van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening, het ontwerpbesluit niet ter advies werd voorgelegd aan de Gewestelijke Ontwikkelingscommissie; dat dit besluit immers enkel het besluit van 16 december 2010 bijwerkt in het licht van de wijzigingen die aan het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening zijn aangebracht door de ordonnantie van 30 november 2017;

Gelet op de adviesaanvraag binnen 30 dagen, die op 7 maart 2019 bij de Raad van State is ingediend, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het ontbreken van communicatie van het advies binnen die termijn;

Op voordracht van de Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, bevoegd voor Territoriale Ontwikkeling;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit is de gedeeltelijke omzetting van richtlijn 2001/42/EG van het Europees Parlement en de Raad van 27 juni 2001 betreffende de beoordeling van de gevolgen voor het milieu van bepaalde plannen en programma's.

Art. 2. De titel van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 december 2010 betreffende de toepassing van artikelen 18, § 6 en 25, § 6 van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening, wordt vervangen als volgt :

"Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering betreffende de uitvoering van de grensoverschrijdende raadpleging van toepassing op het gewestelijk ontwikkelingsplan, het gewestelijk bestemmingsplan, de richtplannen van aanleg en de gewestelijke stedenbouwkundige verordeningen"

Art. 3. In artikel 2 van het besluit worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt als volgt gewijzigd :

a) de termen "in artikelen 18, § 4 en 25, § 4" worden vervangen door de termen "in artikelen 18, § 4, 25, § 4, 30/5, § 1 of 89/3, § 1";

b) de woorden "gewijzigd bij de ordonnantie van 14 mei 2009" worden geschrapt;

c) de woorden "Brussel Stedenbouw & Erfgoed" worden vervangen door "het bestuur bedoeld in artikel 5";

d) de termen "in artikelen 18, § 6 en 25, § 6" worden vervangen door de termen "in artikelen 18, § 6, 25, § 6, 30/5, § 3, of 89/3, § 3";

2° in het tweede lid worden de woorden "het Bestuur" vervangen door "het bestuur bedoeld in artikel 5".

Art. 4. In artikel 3 van het besluit wordt het eerste lid vervangen als volgt :

"Het bestuur bedoeld in artikel 5 bezorgt aan de bevoegde overheden van het Gewest of de Staat de bezwaren en opmerkingen na afloop van het openbaar onderzoek, evenals de adviezen die bedoeld worden :

- 1° in de artikelen 18, § 4, tweede lid, 25, § 4, tweede lid, of 30/5, § 1, tweede lid van hetzelfde Wetboek, binnen de 30 dagen na het afsluiten van het openbaar onderzoek;

- 2° à l'article 89/3, § 1^{er}, alinéa 2, du même Code, dans les 60 jours de la clôture de l'enquête publique. »

Art. 5. L'article 4 de l'arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Simultanément à son dépôt sur le bureau du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale, l'administration visée à l'article 5 transmet aux autorités compétentes de la Région ou de l'Etat concerné le rapport sur le suivi des incidences notables sur l'environnement de la mise en œuvre du plan visé à l'article 22, 30 ou 30/11 du même Code. »

Art. 6. Un nouvel article 5 est inséré, libellé comme suit :

« Art. 5. L'administration visée aux articles précédents est :

- 1° lorsque la procédure concerne le RRU : l'administration régionale en charge de l'urbanisme;

- 2° dans les autres hypothèses : l'administration régionale en charge de la planification territoriale. »

Art. 7. Le présent arrêté entre en vigueur le lendemain de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 8. Le Ministre qui a le Développement territorial dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 25 avril 2019.

Pour le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, du Développement territorial, de la Politique de la ville, des Monuments et Sites, des Affaires étudiantes, du Tourisme, de la Fonction publique, de la Recherche scientifique et de la Propreté publique,

R. VERVOORT

- 2° in artikel 89/3, § 1, tweede lid, van hetzelfde Wetboek binnen de 60 dagen na het afsluiten van het openbaar onderzoek."

Art. 5. Artikel 4 van het besluit wordt vervangen als volgt :

"Tegelijk met de neerligging op het bureau van het Brussels Hoofdstedelijk Parlement bezorgt het bestuur, bedoeld in artikel 5, aan de bevoegde overheden van het Gewest of de Staat het verslag over de follow-up van de aanzienlijke effecten op het milieu van het plan, bedoeld in artikel 22, 30 of 30/11 van hetzelfde Wetboek."

Art. 6. Een nieuw artikel 5 wordt ingevoegd, dat luidt als volgt :

"Art. 5. Het bestuur dat in bovenstaande artikelen bedoeld wordt, is :

- 1° indien de procedure de GSV betreft : het gewestelijk bestuur belast met stedenbouw;

- 2° in de andere gevallen : het gewestelijk bestuur belast met territoriale planning."

Art. 7. Dit besluit treedt in werking de dag na zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 8. De Minister bevoegd voor territoriale ontwikkeling, wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 25 april 2019.

Voor de Brusselse Hoofdstedelijke Regering :

De Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, bevoegd voor Plaatselijke Besturen, Territoriale Ontwikkeling, Stedelijk Beleid, Monumenten en Landschappen, Studentenaangelegenheden, Toerisme, Openbaar Ambt, Wetenschappelijk Onderzoek en Openbare Nethed,

R. VERVOORT

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C - 2019/41125]

25 AVRIL 2019. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif au comité d'accompagnement visé à l'article 175/4 du CoBAT et à l'article 22 de l'Ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'article 39 de la Constitution ;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, notamment ses articles 6, § 1^{er}, point I, 1° et point II, 1° et 2° ;

Vu la loi spéciale relative aux institutions bruxelloises du 12 janvier 1989, notamment son article 8 ;

Vu le Code bruxellois de l'aménagement du territoire (CoBAT), son article 175/4 tel que modifié par l'ordonnance du 30 novembre 2017 réformant le Code bruxellois de l'aménagement du territoire et l'ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement et modifiant certaines législations connexes ;

Vu l'ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement, son article 22 tel que modifié par l'ordonnance du 30 novembre 2017 réformant le Code bruxellois de l'aménagement du territoire et l'ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement et modifiant certaines législations connexes ;

Vu le rapport d'évaluation sur l'égalité des chances, appelé 'test d'égalité des chances', requis par l'article 2, § 1^{er}, de l'ordonnance du 4 octobre 2018 tendant à l'introduction du test d'égalité des chances et par l'article 1^{er}, § 1^{er}, de l'arrêté du 22 novembre 2018 portant exécution de cette ordonnance, dont le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale a pris connaissance en date du 25 avril 2019 ;

Vu l'avis N° 2019-03-27/04 du Conseil de l'Environnement pour la région de Bruxelles-Capitale donné le 27 mars 2019 en application de l'article 4, § 2, de l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 15 mars 1990 réglant l'institution, la composition et le fonctionnement du Conseil de l'Environnement pour la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu la demande d'avis, dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'Etat le 7 mars 2019 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Vu l'absence de communication de l'avis dans ce délai ;

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C - 2019/41125]

25 APRIL 2019. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering met betrekking tot het begeleidingscomité, bedoeld in artikel 175/4 van het BWRO en in artikel 22 van de ordonnantie van 5 juni 1997 betreffende de milieuvergunningen

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op artikel 39 van de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 6, § 1, punt I, 1° en punt II, 1°, en op artikel 20;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, inzonderheid op artikel 8;

Gelet op het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening (BWRO), artikel 175/4 zoals gewijzigd door de ordonnantie van 30 november 2017 tot hervorming van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening en van de ordonnantie van 5 juni 1997 betreffende de milieuvergunningen en tot wijziging van aanverwante wetgevingen;

Gelet op de ordonnantie van 5 juni 1997 betreffende de milieuvergunningen, artikel 22 zoals gewijzigd door de ordonnantie van 30 november 2017 tot hervorming van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening en van de ordonnantie van 5 juni 1997 betreffende de milieuvergunningen en tot wijziging van aanverwante wetgevingen;

Gelet op het evaluatieverslag over de gelijkheid van kansen, de 'gelijkkansentest' genaamd, die vereist wordt door artikel 2, § 1 van de ordonnantie van 4 oktober 2018 tot invoering van de gelijkkansentest, en door artikel 1, § 1 van het besluit van 22 november 2018 tot uitvoering van deze ordonnantie, waarvan de Brusselse Hoofdstedelijke Regering kennis genomen heeft op 25 april 2019 ;

Gelet op advies N° 2019-03-27/04 van de Raad voor het Leefmilieu voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest uitgebracht op 27 maart 2019 in toepassing van artikel 4, § 2 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve van 15 maart 1990 houdende de regeling van de oprichting, de samenstelling en de werking van de Raad voor het Leefmilieu voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de adviesaanvraag binnen 30 dagen, die op 7 maart 2019 bij de Raad van State is ingediend, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het ontbreken van communicatie van het advies binnen die termijn;